

Zeitschrift: L'Émilie : magazine socio-culturelles
Herausgeber: Association Femmes en Suisse et le Mouvement féministe
Band: [91] (2003)
Heft: 1478

Artikel: Formation élémentaire : (re-) commencer au bas de l'échelle
Autor: Andersen, Sylvia / Leuridan, Corinne
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-282655>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 01.05.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Formation élémentaire

(Re-) commencer au bas de l'échelle

Association à but non lucratif, Voie F offre aux femmes non pas une formation, mais une préformation. La particularité de ces préformations est de travailler sur la valorisation des compétences et la confiance en soi des femmes, en plus de dispenser un enseignement technique. Les prestataires à qui s'adressent ces cours ont derrière elles, pour la plupart, un vécu d'échecs successifs et la préformation a pour but principal de leur proposer une expérience positive. Pour cela, elles peuvent être aidées dans leur organisation afin de mettre en place les conditions nécessaires au suivi d'une formation (par exemple pour la garde des enfants). Rencontre avec Corinne Leuridan, responsable de Voie F.



PROPOS RECUEILLIS PAR SYLVIA ANDERSEN

Quels sont vos objectifs ?

La préformation fait partie d'une démarche de reconstruction. Son but principal est de préparer à reprendre une formation qualifiante. Ainsi, les objectifs pédagogiques de la préformation vont au-delà d'une acquisition purement technique de nouvelles connaissances, puisqu'elles concernent aussi le développement de compétences sociales et relationnelles, comme par exemple, valoriser les capacités d'apprentissage, augmenter la confiance en soi, créer un réseau de contacts stimulants...

A qui s'adressent les préformations dispensées par Voie F ?

En ce moment, notre offre de préformation prend de plus en plus d'ampleur. Nous nous adressons à trois groupes de population: le premier est celui de femmes faiblement qualifiées ou en processus de réinsertion sur le marché du travail. Le second, ce sont les migrantes. Le troisième sont les jeunes femmes de 17 à 21 ans en rupture de formation. Mais actuellement, les cours destinés à ce dernier groupe sont en réévaluation et donc suspendus. Les points communs de toutes ces femmes sont le manque de confiance en soi, l'isolement social et des moyens financiers très limités. Les femmes à qui s'adressent nos cours de préformation sont souvent confrontées à plusieurs facteurs empêchant leur insertion ou leur réinsertion dans le monde du travail. En 2002, 50% des femmes qui ont suivi des préformations n'avait pas dépassé le niveau de l'école obligatoire. Nous avons observé aussi que certaines migrantes n'avaient pas dépassés la scolarité primaire et que d'autres étaient universitaires dans leur pays d'origine.

Comment se passe une préformation ?

Pour tous les cours de préformation, un entretien préliminaire est organisé avec la secrétaire sociale de Voie F. Ce moment permet à chaque femme de voir en consultation individuelle si la formation convient à ses attentes. Pour certaines, prendre un rendez-vous est déjà une étape importante et difficile. Ce premier contact permet de créer un premier lien et de se familiariser avec les locaux. La formation est progressive et accessible grâce à un temps très partiel de maximum deux jours par semaine.

Comment sont financées les formations et les formateurs-trices ?

Question financement, il faut savoir que 97% de nos prestataires ne peuvent pas payer leur formation. Pour assurer la gratuité de ces cours, nous recevons des subventions du canton, des communes, de la Ville et des fonds privés. Par ailleurs, des financements individuels sont obtenus par le biais du chômage ou par celui du chèque-formation. L'équipe de Voie F est composée de trois permanentes pour l'administration, les entretiens et une partie de formation. Des formateur-trice-s d'adultes sont engagé-e-s par mandat pour donner les cours qui ne sont pas dispensés par les permanentes.

Pourquoi vous adresser qu'aux femmes ?

Notre offre s'adresse essentiellement aux femmes parce qu'elles sont plus nombreuses que les hommes à interrompre tôt leur scolarité. Elles s'arrêtent souvent pour s'occuper de leur famille et ont un contexte socio-économique plus bas. Notre ligne pédagogique étant aussi basée sur le vécu, le fait d'être entre femmes facilite l'expression et les échanges sur les éléments communs entre les femmes. ◦

Travail domestique :

la double défaite du féminisme

Faisant suite à la série de réactions concernant le débat «Employer une femme de ménage», Nadia Lamamra et Magdalena Rosende, respectivement historienne et sociologue et toutes deux militantes féministes, nous transmettent leur analyse et leur réflexion par rapport à la problématique.

Lausanne

Au centre des analyses et revendications féministes des années 1970, qui ont souligné le rôle du travail domestique dans la permanence des inégalités entre femmes et hommes, celui-ci a cessé de retenir notre attention. Comment expliquer que les féministes se soient peu à peu désintéressées de cette question ?

Grâce aux recherches féministes, le caractère gratuit, invisible, méprisé du travail domestique a été souligné. Elles ont également mis en évidence que ce dernier est socialement assigné aux femmes en raison de leurs qualités «innées» à nettoyer et à s'occuper d'autrui (enfants, conjoints et personnes âgées). Plus spécifiquement, elles ont montré que ce travail ne se résumait pas à une simple relation entre une femme et un objet qu'il faut ranger, nettoyer, ou une personne dont il faut prendre soin, mais qu'il définissait une relation entre êtres humains, la plupart du temps, entre une femme et un homme dans le cadre du mariage ou du concubinage. Le travail domestique est donc intimement lié aux rapports de pouvoir entre les sexes. C'est cette relation, et non la nature du travail ou sa rémunération, qui renvoie à un rapport d'exploitation des femmes dans la sphère domestique. Aussi la domination patriarcale n'est pas abolie si une femme emploie une autre femme, ou même un homme. Il s'agit d'un simple déplacement de celle-ci.

Le travail domestique soulève la question du statut, non seulement des activités ménagères et de soins, mais également des personnes qui les accomplissent. Alors que le travail d'entretien du foyer, d'éducation et des soins à autrui est indispensable à la société, il n'est pas considéré comme un vrai travail, mais comme une activité sans valeur. Cette disqualification se répercute sur les personnes qui l'exécutent; celles-ci ont «moins de valeur» que d'autres. Il suffit de penser aux salaires et aux conditions de travail des «employées domestiques».

Alors que la proportion de femmes actives occupées - à plein temps ou à temps partiel - s'est fortement accrue depuis les années 1970, les enquêtes budget-temps montrent que plus de deux tiers du travail ménager et de soins à autrui sont en moyenne assumés par des femmes. Certes, elles ont gagné quelques minutes par jour, mais au final, ce sont les hommes qui sont gagnants. De ce point de vue, le bilan des revendications féministes est celui d'une défaite.

Aujourd'hui, une part croissante du travail domestique est accomplie par des «employées». Confrontées aux tensions de la «double journée» et aux résistances masculines au «partage des tâches», un grand nombre de femmes jouissant d'un statut et d'un revenu professionnels élevés (professions libérales, emplois d'encadrement ou postes de responsabilité, mais également de plus en plus de femmes de la classe moyenne) délèguent une partie du travail d'entretien de soi et d'autrui à d'autres femmes. Un certain nombre de féministes se retrouvent parmi ces femmes qui justifient leur choix de diverses manières: «je n'aime pas nettoyer ou faire la cuisine», «je dispose d'un revenu élevé», «je n'ai pas le temps», ou encore «je crée de l'emploi». Ces justifications renvoient bel et bien à la question du statut, évoquée précédemment. La relation d'exploitation apparaît clairement dès qu'on s'arrête au statut des «employées», la plupart du temps travailleuses «indépendantes», étrangères et souvent sans permis de séjour. Enfin, et quelle que soit la manière dont on résout individuellement la question, il n'en reste pas moins que la délégation du travail domestique n'est pas ou plus problématisée.

Dès lors, il n'y a plus de raison de penser que les hommes assumeront une part supérieure de ce travail. Mais surtout, la participation de certaines femmes au système de domination patriarcale, créée une division entre Occidentales et étrangères, et laisse penser qu'il faut sacrifier certaines femmes sur l'autel de l'émancipation des autres. Cela laisse un arrière-goût amer et n'est pas sans rappeler des heures peu glorieuses du féminisme américain, lorsque les suffragettes renoncèrent à soutenir les revendications des Noires pour obtenir plus vite le droit de vote...

Le sexisme BCBG des montres WC publié dans *Le Temps* Eric Monier Genève

Vous aurez peut-être remarqué, comme moi, la pleine page de pub pour la montre IWC parue dans *Le Temps* du 19 novembre. En gras en haut de page il est écrit: «Presque aussi compliquée qu'une femme. La ponctualité en plus.» Naturellement, les concepteurs de cette page diront que c'est du deuxième degré et nous savons qu'il existe des publicités sexistes bien plus graves ou graveleuses que celle-ci. Elle me paraît cependant révélatrice de l'état d'esprit de certains hauts cadres ou autres PDG, auxquels s'adresse cette pub (il n'y a pas de prix indiqué, mais il est évident qu'on ne peut s'offrir ce genre de breloques avec un salaire «moyen»). C'est au fond du sexisme BCBG. Juste au-dessus de la montre, on peut aussi lire: «IWC depuis 1868. Et tant qu'il y aura des hommes.» Le mot «hommes» doit donc bien être compris ici au sens sexué et non pas humain du terme. Et tant qu'il y aura des machos à la tête de notre économie et de nos entreprises, les inégalités salariales entre hommes et femmes (20% en moyenne selon l'enquête de l'Office fédéral de la statistique relevée dans la presse du 19 novembre aussi), ne seront pas près de s'éteindre. IWC voilà une marque dont on pourrait ne retenir que... les deux dernières lettres!

Bien à vous

P.S. Je vais envoyer ma réaction au courrier des lecteurs-trices du *Temps*.